

TVH S.A.

Société anonyme

73, rue des Maraîchers

L-2124 Luxembourg

R.C.S Luxembourg: B 95.458

**ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DE
L'ACTIONNAIRE UNIQUE
DU 27 DECEMBRE 2016
NUMÉRO : 3008/2016**

L'an deux mille seize, le vingt-septième jour du mois de décembre,
Par-devant **Maître Martine Schaeffer**, notaire de résidence à
Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire de l'actionnaire unique (l'« **Actionnaire Unique** ») de **TVH S.A.**, une société anonyme de droit luxembourgeois, dont le siège social est situé au 73, rue des Maraîchers, L-2124 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 95.458 (la « **Société** »), constituée suivant un acte reçu par Maître Jean-Paul Henks, notaire alors de résidence à Luxembourg, en date du 28 mai 2003, publié au *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Association*, numéro 1006 du 30 septembre 2003 et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant un acte reçu par Maître Martine Schaeffer, en date du 28 septembre 2016, lequel acte a été publié au *Recueil Electronique des Sociétés et Associations* (le « **RESA** »), numéro RESA_2016_130 du 28 octobre 2016.

L'assemblée générale extraordinaire est ouverte sous la présidence de Monsieur Liridon ELSHANI, employé privé, avec adresse professionnelle au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Madame Alexandra FUENTES, employée privée, avec adresse professionnelle au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Corinne PETIT, employée privée, avec adresse professionnelle au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Les trois personnes précitées constituent ensemble le bureau de

l'assemblée.

Le président déclare et prie le notaire d'acter que :

I. L'Actionnaire Unique est représenté en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 27 décembre 2016 et que le nombre de ses actions est renseigné sur une liste de présence, signée « *ne varietur* » par les membres du bureau, le mandataire de l'Actionnaire Unique et le notaire soussigné.

II. La procuration, après avoir été signée « *ne varietur* » par le mandataire de l'Actionnaire Unique et le notaire instrumentant, restera annexée avec la liste de présence, aux présentes pour être soumise avec elles aux formalités de l'enregistrement.

III. L'Actionnaire Unique a déclaré :

- avoir connaissance de l'ordre du jour avant la présente assemblée de sorte qu'il a pu être fait abstraction de toute formalité de convocation ;

- renoncer à ses droits, tels que prévus à l'article 73 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, de pouvoir, au moins 8 jours avant la tenue de la présente assemblée générale, prendre connaissance de certains documents au siège social de la Société et de se voir communiquer, sur demande, certains documents sociaux ;

IV. Les dispositions légales relatives aux fusions ont été respectées de la manière suivante :

- a) un projet commun de fusion entre la Société et la société TVH HOLDING S.A. (le « **Projet Commun de Fusion** ») a été établi conjointement par le conseil d'administration de **TVH HOLDING S.A.**, une société anonyme de droit luxembourgeois dont le siège social est situé au 73, rue des Maraîchers, L-2124 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 174.999 (la « **Société Absorbée** ») et par le conseil d'administration de la Société en date du 11 novembre 2016. Ce Projet Commun de Fusion a été publié au RESA numéro RESA_2016_153 du 23 novembre 2016, soit plus d'un mois avant les présentes résolutions.

- b) conformément à l'article 265 (3) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, (la « **Loi** »), les conseils d'administration de la Société Absorbée et de la Société (ensemble les « **Sociétés Fusionnantes** ») ont été dispensés, par l'unanimité de leurs actionnaires respectifs, d'établir le rapport visé à l'article 265 de la Loi.

- c) conformément à l'article 266 de la Loi, les actionnaires de la

Société Absorbée et de la Société ont renoncé à l'examen du Projet Commun de Fusion par un expert indépendant ainsi qu'à l'établissement d'un rapport écrit par ce même expert.

d) les documents prévus à l'article 267 de la Loi ont été déposés au siège de la Société et au siège de la Société Absorbée un mois au moins avant la date de la présente assemblée.

e) une attestation de la Société certifiant la disponibilité desdits documents est mise à disposition de l'Actionnaire Unique, après avoir été signée « *ne varietur* » par le notaire instrumentant et le mandataire de l'Actionnaire Unique pour être soumis ensemble aux formalités de l'enregistrement.

V. Que l'ordre du jour est le suivant :

ORDRE DU JOUR

1. Approbation du projet commun de fusion par absorption de TVH Holding S.A. par la Société en date du 11 novembre 2016 (« **Projet Commun de Fusion** ») et prise d'acte du caractère définitif de la Fusion ;

2. Reconnaissance (i) de la renonciation par l'Actionnaire Unique, conformément aux articles 265(3) et 266(5) de la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (la « **Loi** »), quant à la remise du rapport écrit détaillé devant être établi par le conseil d'administration de la Société ainsi que du rapport écrit devant être établi par un expert indépendant et (ii) prise d'acte du fait que tous les documents requis par l'article 267 de la Loi ont été tenus à dispositions de l'Actionnaire Unique au siège social de la Société ;

3. Reconnaissance et approbation, pour autant que de besoin, de la transmission universelle du patrimoine de TVH Holding S.A. à la Société résultant de la fusion par absorption de TVH Holding S.A. par la Société (la « **Fusion** ») ;

4. Reconnaissance et approbation, pour autant que de besoin, du fait qu'en raison du rapport d'échange figurant dans le Projet Commun de Fusion les actionnaires de TVH Holding S.A. deviendront les actionnaires de la Société et recevront en échange des 25.878 actions d'une valeur nominale de EUR 100,- chacune, composant le capital social de TVH Holding S.A., un total de 543.438 actions nouvelles de la Société d'une valeur nominale de EUR 1,- chacune, assorties d'une prime de fusion de EUR 1.579,09 (la « **Prime de Fusion** ») ;

5. Décision d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de EUR 543.348,- pour le porter de son montant actuel de EUR 539.591,- à un montant de EUR 1.082.939,- par l'émission de

543.438 actions nouvelles d'une valeur de EUR 1,- chacune, au profit des actionnaires de la Société Absorbée ;

6. Décision d'annuler les 539.591 actions de la Société détenues par la Société elle-même et acquises à la suite de la transmission universelle du patrimoine de TVH Holding S.A., et de réduire en conséquence le capital social de la Société d'un montant de EUR 539.591,- de sorte à le porter de son montant de EUR 1.082.939,- à un montant de EUR 543.348,- ;

7. Décision de procéder à la refonte des statuts de la Société en conséquence, notamment, de la Fusion afin de leur donner la teneur suivante (la « **Refonte** ») :

« Titre I.- Dénomination, Siège social, Objet, Durée, Capital social

Article 1. *Il est formé entre les comparants et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société anonyme sous la dénomination de “TVH S.A.”.*

Article 2. *Le siège social est établi à Luxembourg.*

Il peut être établi, par simple décision du conseil d'administration, des succursales, agences, bureaux ou un siège administratif tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Le conseil d'administration pourra transférer le siège social au sein de la même commune ou dans toute autre commune du Grand-Duché de Luxembourg et modifier les présents statuts afin qu'ils reflètent le transfert de siège social de la société au sein d'une autre commune.

Lorsque des événements extraordinaires, d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège ou de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Article 3. *La durée de la société est illimitée.*

Article 4. *La société a pour objet directement ou indirectement, tant au Luxembourg qu'à l'étranger:*

- l'achat, la création, la commercialisation, la fabrication, l'exploitation de tous produits, matériels ou logiciels, ou de tous services dans les domaines informatique, électronique et de la communication.

- toutes opérations industrielles et commerciales se rapportant à:

o la création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ci-dessus;

o la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets et droits de propriété intellectuelle concernant lesdites activités;

o la participation, directe ou indirecte, de la société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe;

o toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet;

La société peut effectuer toutes les opérations financières, commerciales, mobilières et immobilières ayant directement ou indirectement trait au présent objet. La société peut également réaliser, effectuer, tous les actes concernant la gestion et l'administration de tous les biens, participations et valeurs mobilières. La société peut, de quelque manière que ce soit, s'intéresser à d'autres sociétés et entreprises. La société peut consentir des prêts à des tiers ou constituer des garanties pour des tiers.

Il y a lieu d'interpréter toutes les énumérations dans le sens le plus large, sans qu'elles ne soient restrictives d'une quelconque façon.

Article 5. Le capital social est fixé à cinq cent quarante-trois mille quatre cent trente-huit Euros (EUR 543.438,-) représenté par cinq cent quarante-trois mille quatre cent trente-huit (543.438) actions d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune.

Titre II.- Administration, Surveillance

Article 6. La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et la durée de leur mandat, qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et révocables à tout moment.

En cas de vacance d'une place d'administrateur pour quelque cause que ce soit, les administrateurs restants désigneront un remplaçant temporaire. Dans ce cas l'assemblée générale procédera à l'élection définitive lors de la première réunion suivante.

Article 7. Le conseil d'administration pourra choisir parmi ses membres un président et pourra élire en son sein un ou plusieurs vice-présidents. Si le conseil n'a pas élu de président, la présidence de la réunion est conférée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration pourra également désigner un secrétaire qui n'a pas besoin d'être un administrateur et qui aura comme fonction de dresser les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou de deux administrateurs.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si au moins la moitié de ses membres en fonction est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis.

Un ou plusieurs administrateurs peuvent participer aux réunions du conseil par conférence téléphonique ou par tout autre moyen similaire de communication permettant à tous les administrateurs participant à la réunion de se comprendre mutuellement. Une telle participation équivaut à une présence physique à la réunion. Les décisions peuvent être documentées dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signé(s) par tous les participants.

En cas d'urgence les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par simple lettre, télégramme, télex ou télécopie.

Les décisions sont prises à la majorité des voix. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion sera prépondérante.

Des résolutions du conseil peuvent être prises valablement par voie circulaire si elles sont approuvées par écrit par tous les administrateurs. Cette approbation peut résulter d'un seul ou de plusieurs documents séparés qui ensemble formeront la résolution circulaire.

Article 8. Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par le président des séances. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, à produire en justice ou ailleurs, sont signés par le président de la réunion ou par deux administrateurs.

Article 9. Le conseil d'administration jouit des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires sociales et pour effectuer les actes de disposition et d'administration qui rentrent dans l'objet social.

Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'assemblée générale par la loi ou par les statuts est de la compétence du conseil d'administration.

Article 10. Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs qui prendra ou prendront la dénomination d'administrateurs délégués.

Le conseil d'administration pourra aussi confier la direction de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoirs, choisis dans, ou hors son sein, actionnaires ou non.

Article 11. *La société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux administrateurs ou par la signature individuelle d'un administrateur-délégué, sans préjudice des décisions à prendre quant à la signature sociale en cas de délégation de pouvoirs et mandats conférés par le conseil d'administration en vertu des dispositions de l'article 10 des statuts.*

Article 12. *La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et la durée de leur mandat.*

La première assemblée générale consécutive à la constitution de la société peut procéder à la désignation du président du conseil d'administration et à la nomination d'un ou de plusieurs administrateurs-délégués.

Titre III.- Assemblées Générales

Article 13. *L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société.*

Article 14. *L'assemblée générale statutaire se réunit dans la ville de Luxembourg, à l'endroit indiqué dans les convocations. Les assemblées générales, même l'assemblée générale annuelle, pourront se tenir en pays étranger chaque fois que se produiront des circonstances de force majeure qui seront souverainement appréciées par le conseil d'administration.*

Le conseil d'administration fixera les conditions requises pour prendre part aux assemblées générales.

Article 15. *Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales.*

Chaque fois que tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour soumis à leurs délibérations, l'assemblée générale peut avoir lieu sans convocations préalables.

Les actionnaires sont autorisés à participer à toute assemblée générale des actionnaires par vidéoconférence ou par d'autres moyens de télécommunications permettant leur identification, et sont considérés comme présents pour les calculs de quorum et de majorité. Ces moyens

de télécommunications doivent pouvoir assurer une participation effective à l'assemblée, dont les délibérations devront être retransmises de façon ininterrompue.

Tout actionnaire aura le droit de vote en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

Titre IV.- Année sociale, Répartition des bénéfices

Article 16. *L'année sociale commence le 1er janvier de chaque année et finit le 31 décembre de la même année.*

Article 17. *Le bénéfice net est affecté à concurrence de cinq pour cent à la formation ou à l'alimentation du fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire quand la réserve légale atteint dix pour cent du capital nominal.*

L'Assemblée Générale décide souverainement de l'affectation du solde. Les dividendes éventuellement attribués sont payés aux endroits et aux époques déterminés par le conseil d'administration. L'assemblée générale peut autoriser le conseil d'administration à payer les dividendes en toute autre monnaie que celle dans laquelle le bilan est dressé et à déterminer souverainement le taux de conversion du dividende dans la monnaie du paiement effectif.

Le conseil d'administration est autorisé à effectuer la distribution d'acomptes sur dividendes en observant les prescriptions légales alors en vigueur.

La société peut racheter ses propres titres en respectant les conditions prévues par la loi. Aussi longtemps que la société détient ces titres en portefeuille ils sont dépouillés de leur droit de vote et de leur droit aux dividendes.

Titre V.- Dissolution, Liquidation

Article 18. *La société peut en tout temps être dissoute par décision de l'assemblée générale.*

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'opérera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommées par l'assemblée générale qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Disposition Générale

Pour tous les points non réglés par les présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, ainsi que celles des lois modificatives. »

8. Décision de conserver les documents et pièces comptables de TVH Holding S.A. au siège social de la Société pendant une période de 5 années ;

9. Délégation de pouvoirs ;
10. Divers.

L'Actionnaire Unique a pris les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

Après avoir constaté que toutes les formalités prévues à l'article 267 de la Loi ont été dûment accomplies, l'Actionnaire Unique approuve le Projet Commun de Fusion du 11 novembre 2016 tel que publié au RESA numéro RESA_2016_153 en date du 23 novembre 2016 reconnaît que la Fusion sera réalisée à la date où seront intervenues les décisions concordantes prises par les assemblées générales des actionnaires des Sociétés Fusionnantes (la « **Date d'Effet** ») et sera opposable aux tiers après la publication de ces assemblées au RESA. La Fusion entraînera de plein droit les effets suivants à compter de la Date d'Effet :

- (a) la Société acquerra tous les actifs et passifs constituant l'entier patrimoine de la Société Absorbée et deviendra l'ayant-droit à titre universel de la Société Absorbée ;
- (b) la Société Absorbée cessera d'exister ;
- (c) les actionnaires de la Société Absorbée deviendront les actionnaires de la Société ;
- (d) toutes les opérations de la Société Absorbée seront considérées, d'un point de vue comptable et fiscal, comme accomplies pour le compte de la Société ;
- (e) toutes les autres conséquences énumérées dans le Projet Commun de Fusion.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Actionnaire Unique reconnaît de façon expresse qu'il a renoncé, conformément aux articles 265(3) et 266(5) de la Loi, à se voir remettre le rapport écrit détaillé devant être établi par le conseil d'administration de la Société ainsi que le rapport écrit devant être établi par un expert indépendant.

L'Actionnaire Unique déclare que tous les documents requis par l'article 267 de la Loi, ont été tenus à la disposition des actionnaires au siège social de notre Société.

TROISIEME RESOLUTION

L'Actionnaire Unique reconnaît et approuve pour autant que de besoin le fait que, conformément au Projet Commun de Fusion, l'intégralité des droits et obligations de la Société Absorbée, et notamment les 25.878 actions d'une valeur nominale de EUR 100,- chacune, composant le capital social de la Société Absorbée (les

« **Actions Existantes** ») sera transférée sans restriction à la Société à la Date d'Effet.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Actionnaire Unique reconnaît et approuve, pour autant que de besoin, le fait que résulte du rapport d'échange figurant dans le Projet Commun de Fusion que :

- **Monsieur Guy TUBIANA**, demeurant professionnellement au 73, rue des Maraîchers, L-2124 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg ;

- **Madame Marie, Léa, Muriel TUBIANA**, demeurant route de Palombaggia, 20137 Porto Vecchio, France ;

- **Madame Anaïs, Roswita, Alice TUBIANA**, demeurant professionnellement au 73, rue des Maraîchers, L-2124 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg ;

- **Madame Chloé, Marie, Elisabeth TUBIANA**, demeurant route de Palombaggia, 20137 Porto Vecchio, France ;

en leur qualité d'actionnaires de la Société Absorbée, recevront en échange des 25.878 actions d'une valeur nominale de EUR 100,- chacune, composant le capital social de la Société Absorbée, un total de 543.438 actions nouvelles d'une valeur nominale de EUR 1,- chacune, assorties de la Prime de Fusion.

CINQUIEME RESOLUTION

En conséquence, l'Actionnaire Unique de la Société décide d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de EUR 543.348,- pour le porter de son montant actuel de EUR 539.591,- à un montant de EUR 1.082.939,- par l'émission de 543.348 nouvelles actions ayant une valeur nominale de EUR 1,- chacune, ayant la même nature et conférant les mêmes droits et obligations que les actions existantes de la Société (les « **Actions Nouvelles** ») et qui seront souscrites par les actionnaires de la Société Absorbée, proportionnellement à leur détention dans le capital dans la Société Absorbée, tel qu'il suit :

- Monsieur Guy TUBIANA, précité, souscrira à 480.438 Actions Nouvelles ;

- Madame Marie, Léa, Muriel TUBIANA, précitée, souscrira à 21.000 Actions Nouvelles ;

- Madame Anaïs, Roswita, Alice TUBIANA, précitée, souscrira à 21.000 Actions Nouvelles ;

- Madame Chloé, Marie, Elisabeth TUBIANA, précitée, souscrira à 21.000 Actions Nouvelles.

LIBERATION

Les Actions Nouvelles et la Prime de Fusion seront intégralement libérées par l'apport en nature de tous les actifs et passifs de la Société Absorbée dont la valeur totale a été arrêtée à EUR 545.017,09 (l'« **Apport** ») et a fait l'objet d'un rapport établi en date du 27 décembre 2016 par **BNJP Audit**, une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 203, route d'Esch, L-1741 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 171737, conformément aux dispositions de l'article 26-1 de la Loi, et qui a conclu ce qu'il suit :

Conclusion

Sur base de nos diligences, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse à penser que la valeur globale de l'Apport ne correspond pas au moins au nombre et à la valeur nominale des actions à émettre en contrepartie, augmenté de la Prime de Fusion.

SIXIEME RESOLUTION

L'Actionnaire Unique décide d'annuler les 539.591 actions de la Société détenues par la Société elle-même et acquises à la suite de la transmission universelle du patrimoine de la Société Absorbée et de réduire en conséquence le capital social de la Société d'un montant de EUR 539.591,- de sorte à le porter de son montant de EUR 1.082.939,- à un montant de EUR 543.348,-.

SEPTIEME RESOLUTION

En conséquence, notamment, de la Fusion, l'Actionnaire Unique décide de procéder à la Refonte.

HUITIEME RESOLUTION

L'Actionnaire Unique décide de conserver les documents et pièces comptables relatifs à la Société Absorbée pendant une période de 5 ans au siège social de la Société.

NEUVIEME RESOLUTION

L'Actionnaire Unique décide de donner pouvoirs à Monsieur Guy TUBIANA, avec tout pouvoir de substitution, afin (i) de signer, au nom et pour le compte de la Société, tout document nécessaire à la réalisation des opérations visées par les résolutions qui précèdent et (ii) de mettre à jour le registre d'actionnaires de la Société suite à la réalisation des opérations visées par les résolutions qui précèdent.

DECLARATION

Conformément à l'article 271 (2) de la Loi, le notaire instrumentant déclare qu'il a effectué les vérifications nécessaires et certifie l'existence et la validité des actes et formalités incombant à la Société Absorbée et du Projet Commun de Fusion.

FRAIS

Les frais, coûts, dépenses et charges incombant à la Société et mis à sa charge à raison des présentes sont évalués à EUR 7.100,-

DECLARATION

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée aux membres du bureau et au mandataire de la partie comparante, connus du notaire par leurs noms, prénoms, état civil et demeure, ils ont signé avec Nous notaire, le présent acte.

Signé: L. Elshani, A. Fuentes, C. Petit et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 30 décembre 2016.

Relation : 2LAC/2016/27939

Reçu soixante-quinze euros

EUR 75,-

Le receveur/signé/André MULLER

POUR EXPEDITION CONFORME

délivrée à la demande de la prédite société,
sur papier libre, aux fins de publication au RESA
Luxembourg, le 5 janvier 2017